

L'ombudsman du Burundi s'inquiète du "danger imminent" qui guette son pays

APA, 22-07-2015 Bujumbura (Burundi) - L'ombudsman de la République du Burundi, Mohamed Rukara, s'est inquiété du "danger imminent" qui guette son pays dans un message relayé par les réseaux sociaux. "Les accords d'Arusha sont les seuls garants des équilibres ethniques entre la majorité Hutu et la communauté Tutsi dans l'armée, la police et l'administration", a-t-il rappelé.

Il a, à cet effet, appelé la communauté internationale de faire respecter les accords d'Arusha, en "ce moment où les quotas prévus par ces accords semblent menacés". Les accords d'Arusha ont été signés après une guerre politique ethnique qui a duré 10 ans. L'ombudsman burundais second du conseil des sages du parti au pouvoir, l'organe dirigeant du parti au pouvoir, appelle au respect des valeurs démocratiques et de la bonne gouvernance. Le médiateur de la République en a aussi appelé au respect de la liberté de la presse et s'est également prononcé en faveur de la réouverture des médias privés du Burundi, fermés en mai et fermés depuis sur ordre de la justice burundaise. Mohamed Rukara a également appelé les autorités au respect du droit à la vie. "Personne n'est autorisé à enlever de ses semblables", a-t-il dit, "Aujourd'hui, je dis la vérité, moi, Rukara, je peux être victime de ma vérité", a-t-il conclu. L'ombudsman de la République s'attache toujours à servir sur les questions à lui posées par les journalistes en position sur le troisième mandat du Chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza. Plusieurs hautes personnalités du parti au pouvoir (civiles et hauts gradés de l'armée et de la police) se sont dernièrement solidarisés avec le troisième mandat du président Nkurunziza, qu'elles jugent anticonstitutionnel.